

Philippe PAROU: Mémoire d'un syndicaliste engagé

LBE reproduit ici un compte rendu de quelques manifestations qui ont marqué l'engagement syndical de Philippe PAROU.

Philippe était un syndicaliste engagé, il a été secrétaire général de la FDSEA du Loiret. A ce titre il a participé à beaucoup de manifestations dans le Loiret mais aussi à Paris, Bruxelles, Strasbourg. Les anciennes réformes de la PAC étaient un fort sujet de mobilisation et encore plus avant la réforme de la PAC en 1992, surtout lorsque le gauche était au pouvoir et que Lionel Jospin avait nommé Dominique Voynet au ministère de l'environnement.

Deux manifestations ont marqué Philippe . Il aimait en parler avec beaucoup de rigolade comme expérience syndicale.



La première à Tours lors d'une inauguration d'une autoroute où les agriculteurs manifestants sont passés avant les élus au vin d'honneur par une razzia sur le buffet...

L'autre s'est passée le 8 février 1991 au ministère de l'environnement. C'est une opération commando qui a été montée avec la FDSEA de l' Ile de France et la FD 45 et 28 . Dans le plus grand secret, nous sommes partis à 3 par canton (Philippe Parou, Olivier Perdereau et moi-même) en car vers Paris sans savoir notre destination. Les consignes étaient de rentrer dans le ministère de l'environnement à 11h pile ,

(l'Île de France allait au ministère de l'agriculture) , de mettre des petits pois ou du blé dans les couloirs voire du papier. Nous sommes rentrés tous en force avec seulement 2 vigiles. Tous les administratifs se sont enfermés dans les bureaux, limitant notre action dans les couloirs sauf dans le bureau du ministre fortement mis en désordre. Nous sommes restés environ deux heures , le temps que les CRS arrivent et nous délogent du ministère et essaient de nous sortir dehors pour nous emmener en car. Auparavant, une dizaine d'agriculteurs avaient été interpellés dans le hall d'entrée , pour la plupart des agriculteurs qui n'étaient pas montés dans les étages (dont Philippe Parou et Olivier Perdereau) . Lors de l'extraction des agriculteurs, une grosse bousculade fait rompre le cordon de CRS et nous permet de nous enfuir pour rejoindre les cars garés près du Trocadéro.

Il s'ensuit alors une chasse à l'homme dans Paris pour interpellé le maximum d'agriculteurs. Je suis interpellé par un policier en civil qui surgit d'un véhicule banalisé, puis sorti du bar où nous nous étions réfugiés après une course poursuite. Je suis plaqué au sol et menotté devant les clients du bar médusés. Les policiers nous emmènent rue du Maine pour une interpellation. Mais les locaux étant complets, nous sommes conduits à Vincennes dans un autre commissariat . Après la prise de notre identité , nous regagnons les cars par le métro vers 20h30. S'ensuit alors l'appel des participants et le décompte des absents. Philippe et Olivier sont parmi ceux-là. Ils ont été interpellés les premiers avec un groupe d'une quinzaine d'agriculteurs à l'intérieur du ministère de l'environnement et sont actuellement en garde à vue rue du Maine.

Les portables tournent à plein mais la machine politique est partie et s'emballe lors des questions à l'assemblée nationale. D'une simple manifestation Lionel Jospin en fait une affaire politique.

Je retourne le lendemain avec un agriculteur de Chaingy pour ramener nos adhérents du canton . Nous passons à l' hôtel de police rue du Maine puis au palais de Justice sur l'île de la Cité en collectant par ci par là des informations. Un journaliste d' Europe n° 1 nous apprend qu'ils doivent passer en comparution immédiate. Puis il nous conduit dans le dédale des couloirs. Et à un moment, j'aperçois nos agriculteurs encadrés par des gendarmes en train d'attendre leur passage dans le bureau du juge.

Vers 21h nous retrouvons un à un nos amis , sortant du palais de Justice avec leur ceinture et lacets de chaussures dans les mains.



Philippe sort tout sourire et ravi de cette expérience syndicale hors du commun. Son statut de maire (officier d'état civil) et l'heureuse rencontre d'un officier de police originaire de Gidy ont atténué les effets de la garde à vue. Même les policiers ne comprenaient pas l'emballement médiatique d'une manifestation d'agriculteurs.

L'histoire s'est terminée par un non- lieu pour tous les manifestants et par une grosse remontée de bretelles à huis clos par Luc Guyau président de la FNSEA de l'époque lors de l' AG FDSEA 45 à Beaune la Rolande.

TH. B